

L'énergie

nous mettent à l'abri des caprices et des conflits d'une région comme le Moyen-Orient au climat aussi explosif. Malgré cela, la propagande du gouvernement libéral invite les Canadiens à l'optimisme, à la confiance en l'avenir: le gouvernement a les choses bien en main, le Grand Frère veille sur nous. C'est là, monsieur l'Orateur, une manipulation impardonnable de l'opinion publique afin de camoufler l'absence de politique jusqu'ici et de préparer le terrain à ce qui semble être, d'après tout ce que l'on sait, une politique totalement erronée relativement à notre avenir énergétique.

Plutôt que de vouloir apaiser les craintes sur la situation énergétique de notre pays, le gouvernement ferait mieux d'inciter davantage les Canadiens à rechercher les moyens d'accéder à l'auto-suffisance, à découvrir de nouvelles sources d'énergie, à économiser plus encore l'énergie et à nous rendre moins dangereusement tributaires des pays étrangers pour notre approvisionnement en pétrole.

On doit se demander pour quelles raisons le gouvernement est aussi satisfait de lui et pourquoi, dans ses campagnes d'information, il essaye de communiquer sa satisfaction à la population. Pourquoi faut-il que ce soit à l'opposition d'informer les Canadiens sur la réalité de la situation? C'est la deuxième fois que l'opposition consacre une journée complète aux questions d'approvisionnement et aux menaces que les conflits dans le monde risquent de faire planer sur notre pays. Pourquoi donc faut-il que l'opposition unisse ses forces contre le gouvernement et ses puissants moyens de propagande? J'ai cherché longtemps des réponses à ces questions. L'explication la plus simple, il me semble, c'est que le gouvernement veut camoufler les faiblesses évidentes de sa politique. Une autre explication réside dans le fait que toute politique d'auto-suffisance passe nécessairement par l'augmentation du prix du pétrole.

Lors des dernières élections, le parti libéral s'est engagé à maintenir un bas prix pour le pétrole et l'essence. On ne peut imaginer objectif politique à plus courte vue. Les conséquences désastreuses en deviennent de plus en plus évidentes chaque jour. Mais j'y reviendrai plus tard dans mes observations. En attendant, on a recours à la propagande pour dissimuler aux Canadiens les graves dangers à court terme de cette politique.

La dernière raison doit, à mon avis, être vue dans le contexte des discussions constitutionnelles en cours. Le gouvernement libéral cherche à provoquer la scission entre l'Ouest et le reste du Canada. Cela est clair. Il a déjà déclaré que la politique énergétique «empoisonnera l'atmosphère»—ce sont là les termes d'un autre document secret dont nous avons eu connaissance récemment—des négociations constitutionnelles à venir. Les pénuries d'énergie sont inévitables à cause des lacunes de la politique gouvernementale. Comment mieux échapper à la critique qu'en affirmant que tout va bien maintenant pour ensuite blâmer l'Ouest, une fois que nous aurons des pénuries de pétrole? Je pourrais même aller plus loin, mais je ne céderai pas à la tentation. Il est regrettable toutefois que, dans notre monde politique d'aujourd'hui, il faille devenir soi-même machiavélique pour parvenir à comprendre les objectifs du gouvernement actuel.

Une voix: Tout pour le pouvoir!

M. Wilson: Quoi qu'il en soit, à cause des lacunes de notre politique, nous sommes maintenant forcés de nous préparer à faire face à des pénuries, à la répartition des réserves et au rationnement. Nous devons nous préparer à connaître des périodes où certains Canadiens n'auront pas assez de pétrole pour se chauffer, ni pour faire fonctionner leur voiture, leur tracteur ou leur bateau de pêche. Nous devons nous préparer au choc que subiront le secteur manufacturier, les mines, l'industrie du papier, le tourisme et les transports lorsqu'il faudra en venir à la répartition d'urgence des réserves et aux longues queues devant les stations-service qui ont fait tant de mal à l'économie des États-Unis. Nous souffrirons bien plus encore lorsque les prix élevés du pétrole importé nous seront imposés dans des conditions d'urgence. Voilà ce à quoi nous devons nous attendre et nous préparer. Pourtant, tout cela est tellement inutile. Nous pouvons éviter tous ces problèmes grâce à une politique énergétique d'ensemble comme celle que notre gouvernement a présentée en décembre dernier.

Le gouvernement Clark avait fait de l'autarcie la pierre angulaire de sa politique de l'énergie. Les approvisionnements constituaient sa priorité et tout visait à en assurer la sécurité. L'énergie est le sang de notre économie et, dans notre climat septentrional, c'est un facteur essentiel qui intervient quotidiennement dans la vie de tous les Canadiens. Nous nous préoccupons des répercussions de la politique énergétique sur les contribuables à petit et à moyen revenu. Aussi avons-nous établi un crédit d'impôt qui devait permettre à certains groupes de Canadiens d'absorber la hausse du prix de l'énergie découlant de cette politique. Il est bien entendu, toutefois, que s'il n'y a plus de pétrole, le problème du prix ne se pose plus.

● (1540)

Les torts, tant réels que possibles, que cause au pays ce manque de politique énergétique sont incalculables. Nous, de l'opposition officielle, enjoignons au gouvernement d'axer sa politique énergétique sur l'auto-suffisance et de faire l'impossible pour trouver de nouvelles sources d'approvisionnement afin que les consommateurs, et en particulier ceux de l'Ontario et de l'est du Canada, n'aient pas à souffrir de pénuries. Nous exhortons le présent gouvernement à changer l'orientation boiteuse et dangereuse de sa politique des dernières années.

Le problème n'est pas sans issue. Le Canada a le potentiel nécessaire pour être l'un des plus grands producteurs d'énergie au monde. Le malheur, c'est que nous ne l'exploitons pas. Les possibilités de développement économique à partir de l'énergie sont inouïes. Tout ce qu'il faut, c'est que nous agissions ensemble et que nous traduisions ce potentiel en une politique énergétique. Ça fait des mois déjà que j'affirme qu'une politique énergétique à long terme peut être le tremplin de notre développement économique global.

L'industrie énergétique est l'industrie des années 80 et 90. Il nous faut y investir quelque 300 milliards de dollars au cours des années 80, et au moins le double au cours de la décennie suivante. Quand on songe que le produit national brut du Canada sera d'environ 300 milliards de dollars en 1980, cela veut dire que nous dépenserons, dans les dix prochaines années, dans les industries pétrolière, gazière, hydro-électrique et autres un montant équivalent à la valeur totale de notre économie actuelle. Et cela, dans tout le Canada.